



Israël cherche-t-il à provoquer une guerre civile au Liban ?

Description

L'Agence Média Palestine propose une traduction de cette analyse de Elia Ayoub, chercheur et écrivain, fondateur du podcast « The Fire These Times » et cofondateur du collectif médiatique « From the Periphery ».

Par Elia Ayoub, 23 avril 2026



Les forces israéliennes mènent des opérations près de la frontière israélo-libanaise dans le cadre de l'« opération Roaring Lion », le 21 mars 2026. (Image : service de presse de l'armée israélienne)

Ain Saadeh est une ville tranquille à majorité chrétienne située dans le Mont-Liban, à une dizaine de kilomètres à l'est de Beyrouth. Malgré l'absence totale de soutien au Hezbollah dans cette ville, le 5 avril, Israël a largué deux bombes GBU-39 de fabrication américaine sur un immeuble de quatre étages, situé dans un ensemble de logements sociaux construit par l'Église maronite pour les familles à faibles revenus. Parmi les trois victimes figurait Pierre Moawad, le chef d'un bureau régional des Forces libanaises (FL) ; les deux autres victimes étaient des femmes.

Il s'agissait d'un événement tout à fait inhabituel, étant donné que les FL sont un parti chrétien anti-Hezbollah dont les membres étaient alliés à Israël pendant la guerre civile de 1975-1990. Des sources libanaises ont rapidement confirmé que l'appartement visé était vide, tandis que l'armée israélienne déclarait avoir pris pour cible un membre du Hezbollah (sans fournir plus de détails) et à regretter les dommages causés aux civils.

Ce qui était toutefois le plus remarquable dans cet incident, c'est que les LF n'ont pas reproché à Israël l'origine de la frappe même si elles ont reconnu qu'Israël en était responsable. Au lieu de cela, le parti a décrit les trois morts comme des victimes de la guerre dévastatrice dans laquelle le parti de l'Iran a une nouvelle fois entraîné le pays, au service de la République islamique d'Iran, le maître auquel il déclare ouvertement et maintes reprises sa loyauté absolue, ainsi que son Guide suprême, au détriment du sang, de la sécurité, de la stabilité et des générations futures du Liban.

Un tel discours est fondamentalement sectaire : le Hezbollah est dépeint de son caractère libanais et réduit à un simple bras armé de la République islamique, tandis que la guerre est présentée comme la conséquence des actions du Hezbollah à un sentiment largement partagé par une partie de la population libanaise qui est lassée de la branche armée du parti. Alors que de nombreux habitants interrogés ont exprimé la crainte que la violence israélienne ne s'étende à des zones du Mont-Liban qui n'ont pour l'instant pas été touchées, d'autres se sont montrés plus explicitement sectaires, exprimant des sentiments haineux envers l'ensemble de la communauté chiite libanaise.

Une connaissance d'enfance, qui vit justement près du bâtiment visé, a fait écho à la conviction d'autrefois largement répandue selon laquelle « Israël cherche à isoler les chiites libanais » du reste de la population « en vue de conquérir le sud ». Il n'est pas difficile d'arriver à cette conclusion, les responsables israéliens attisant explicitement ces divisions. Le ministre israélien de la Défense, Israel Katz, a déclaré que les chiites ne seraient pas autorisés à revenir une fois qu'Israël aurait achevé son occupation du Sud-Liban, où d'autres responsables militaires ont averti les citoyens chrétiens et druzes de ne pas héberger leurs voisins chiites.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les négociations entre Israël et le Liban : une tentative de fracturer davantage le pays.

Renforcer la position du Hezbollah

Le 14 avril, les ambassadeurs du Liban et d'Israël aux États-Unis, Nada Hamadeh et Yechiel

[Leiter](#), ont rencontré à Washington le secrétaire d'État américain Marco Rubio. L'objectif est officiellement de prolonger le cessez-le-feu tout en travaillant à « au désarmement à long terme du Hezbollah, ainsi qu'à un accord de paix entre les deux pays ». Au cours des deux heures qu'a duré la réunion, Israël a bombardé [au moins 23 villes](#) du sud du Liban ; après la réunion, M. Leiter a déclaré qu'Israël et le Liban étaient unis pour « [libérer le Liban](#) » du Hezbollah.

Cela s'est produit moins d'une semaine après l'une des journées les plus violentes de l'histoire du Liban. Le 8 avril, des avions de combat israéliens [ont ravagé](#) de vastes parties du pays, tuant au moins 303 personnes et en blessant 1 150. Israël a baptisé cette campagne de bombardements « Opération Ténébres éternelles », un sinistre rappel de ce que l'impunité face au génocide de Gaza nous a valu : un régime voyou qui embrasse la violence meurtrière pour elle-même. Dans la Bible, les ténébres éternelles sont synonymes d'enfer, et c'est ce qu'Israël [a fait s'abattre sur le Liban](#) ce jour-là.

Deux jours après les pourparlers à Washington, Israël et le Liban ont convenu d'un « cessez-le-feu » de 10 jours. Cela aurait pu être l'occasion pour Israël de démontrer sa volonté de mettre un frein à ses attaques, mais comme lors du [précédent « cessez-le-feu » de novembre 2024](#), l'armée israélienne a continué à bombarder et à démolir des villages libanais, en violation directe du droit international. Au moins des dizaines de milliers de Libanais, dont la grande majorité sont chiites, n'auront plus de foyer où retourner, un scénario contre lequel le Hezbollah, qui s'oppose à toute négociation sans véritable cessez-le-feu, met en garde depuis longtemps.

Plus [Israël renforce la vision politique du Hezbollah](#), moins le gouvernement libanais sera en mesure de convaincre les chiites libanais et les habitants du Sud que l'État est capable de les protéger. La légitimité du gouvernement libanais repose sur sa capacité à le faire, et la destruction et l'occupation israéliennes en cours ne feront donc que renforcer la position du Hezbollah face à l'État libanais, ce qui pourrait déboucher sur une confrontation armée. Cela pourrait à son tour conférer une légitimité à des groupes comme les Forces libanaises, qui soutiennent depuis longtemps que les armes du Hezbollah constituent une menace existentielle pour le Liban.

Le Liban étant incapable d'affronter Israël sur le plan militaire, il ne reste plus qu'à espérer que Washington soit disposé à contraindre Israël à respecter la souveraineté libanaise. Bien que l'imprévisibilité de Trump ait parfois été un casse-tête pour le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, comme en témoigne par exemple la récente décision du président de poster qu'Israël avait « l'interdiction » de bombarder le Liban, rien n'indique pour l'instant que la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban soient prises sérieusement en considération. Sans cela, la position du gouvernement libanais face au Hezbollah serait encore plus affaiblie qu'elle ne l'était avant la dernière escalade.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le président libanais demande [une prolongation d'un mois](#) du « cessez-le-feu » alors que les émissaires israéliens et libanais se réunissent à Washington pour un deuxième cycle de négociations. Pourtant, le fait qu'Israël ait pris pour cible les journalistes [Zeinab Faraj et Amal Khalil](#) alors qu'elles couvraient l'actualité depuis le Sud-Liban mercredi devrait dissiper toute illusion quant au fait qu'un accord de cessez-le-feu prolongé garantirait la sécurité du Liban.

Quoi qu'il arrive ensuite, les événements de ces dernières semaines ont montré qu'Israël [est plus enclin à se livrer à une destruction massive](#) qu'à s'engager dans une véritable diplomatie, et la violence de masse qu'il a déchaînée contre l'un des groupes religieux du Liban risque de plonger le pays dans une guerre civile. Certains commentateurs israéliens, tels que [Raviv Drucker et Alon Ben David](#), ont même laissé entendre qu'un tel scénario serait bénéfique pour Israël. Pourtant, ces déclarations trahissent une profonde rancune à tirer les leçons du passé : c'est précisément la précédente guerre civile au Liban qui a créé les conditions propices à l'émergence du Hezbollah.

Un vide de souveraineté

La [demande](#) du Liban, le 9 mars, de négocier directement avec Israël constituait une offre historique (qu'Israël a initialement [rejeté](#) quatre jours plus tard). Le Liban est également signataire de l'Initiative de paix arabe de 2002, dans laquelle la plupart des pays de la Ligue arabe ont proposé de reconnaître officiellement Israël en échange de son retrait des territoires occupés et de la création d'un État palestinien dans le cadre dit « terre contre paix », qu'Israël a refusé à plusieurs reprises. Le Liban figurait également parmi les pays ayant retiré leur soutien à l'Initiative de paix arabe en 2007 et 2017.

Ne se laissant pas déconcerter par la réalité, Netanyahu, debout devant une carte d'Israël incluant la Cisjordanie palestinienne et le plateau du Golan syrien, [a affirmé](#) que le Liban n'avait proposé de discuter que « grâce à la puissance que nous avons démontrée ».

Malgré le rejet initial d'Israël, le gouvernement libanais a multiplié les efforts tout au long du mois de mars, dans le but apparent d'apaiser Israël et de préparer le terrain pour des négociations. Il a [annoncé](#) une « interdiction totale de toute activité militaire » du Hezbollah au début du mois, et a même [interdit](#) aux médias d'utiliser le mot « résistance » pour décrire le groupe armé. Dans le même temps, le gouvernement [a commencé à poursuivre](#) des membres du Corps des gardiens de la révolution islamique iranien en vue de leur expulsion et a ensuite [déclaré](#) l'ambassadeur d'Iran persona non grata, tout en [acceptant](#) une proposition française qui inclurait la reconnaissance d'Israël.

Israël a affirmé que les mesures prises par le Liban pour désarmer le Hezbollah étaient sans importance, car il n'aurait pas parvenu l'année dernière. Ce que cela ignore toutefois, c'est le fait qu'Israël n'a jamais respecté le cessez-le-feu auquel il s'était engagé fin 2024, [le violant plus de 10 000 fois](#) en 13 mois et tuant au moins [370 personnes](#). En d'autres termes, le Liban était censé désarmer le Hezbollah tandis qu'Israël continuait de bombarder le sud, réduisant encore davantage les chances que le groupe armé accepte de rendre ses armes.

De son côté, le Hezbollah n'a pas réagi à ces violations, comme l'a même [reconnu](#) la BBC le mois dernier, se contentant de tirer des roquettes « essentiellement symboliques » en direction d'Israël en réponse à l'assassinat de l'ayatollah iranien Ali Khamenei le 28 février. Cela n'a pas empêché le gouvernement israélien d'utiliser ces roquettes comme le prétexte qu'il cherchait pour relancer la grande échelle contre le Liban.

L'ironie ici est que l'Iran et Israël s'accordent tous deux sur l'irrélevance de l'État libanais, et cela a toujours constitué la force du Hezbollah. Les responsables politiques israéliens n'ont cessé de nier la souveraineté de l'État libanais sur le territoire libanais, tout en exigeant qu'il désarme le Hezbollah.

Dans une grande partie du sud et de l'est du Liban, ainsi que dans la banlieue sud de Beyrouth, les citoyens ont le sentiment que l'État libanais les abandonne face à la machine de guerre israélienne. Le vide qui en résulte profite à l'Iran depuis les années 1980, lorsque le sud du Liban a été occupé par Israël pendant 18 ans. Comme pour confirmer cette thèse, le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a [plusieurs reprises](#) revendiqué que la nouvelle frontière d'Israël soit le fleuve Litani, ce qui signifierait l'annexion par Israël de tout le sud du Liban à « au même titre que la [ligne jaune](#) » à Gaza et que la zone tampon et le sommet du Hermon en Syrie ».

Par ailleurs, l'armée israélienne a [maintenant déclaré](#) la création d'une « zone de défense avancée » dans le sud du Liban qui englobe [environ 70 villages libanais](#), dont la grande majorité est chiite, avec au moins trois villages chrétiens et une ville sunnite. Cette zone inclurait également le gisement de gaz de Cana au Liban, comme le [note](#) le chercheur Ahmad Baydoun, « dont les droits d'exploration ont été explicitement garantis dans le cadre de l'accord sur les frontières maritimes de 2022 entre les deux pays, négocié par les États-Unis ».

Plus près de la frontière israélienne, Israël a rasé [des villages et des villes entières](#), dans le cadre d'un projet vieux de près de [cinq décennies](#) visant à détruire les infrastructures civiles du territoire libanais afin de créer une soi-disant zone tampon. Il s'agit d'un exemple typique de « destruction gratuite de villes, de villages ou de hameaux, ou de dévastation non justifiée par la nécessité militaire », qui est [punissable](#) en vertu du droit international, un comportement bien trop familier vu la conduite de l'armée à Gaza.

En effet, des commandants de l'armée ont récemment admis que le sud du Liban [est en train d'être démolie comme Gaza](#) » pour empêcher les habitants de revenir, tandis que les soldats israéliens [se servent](#) de tout ce qu'ils trouvent dans les maisons des habitants contraints de fuir.

Une crédibilité érodée

Depuis sa création, Israël a toujours considéré la conquête par la guerre et l'occupation des territoires arabes comme un élément central de sa politique. Que le Sud-Liban soit la prochaine cible après la Cisjordanie, Gaza et le Golan est depuis longtemps l'argument avancé par le Hezbollah, et la résistance armée du groupe contre l'occupation israélienne, qui a conduit à la libération du Sud-Liban en 2000, reste à ce jour le seul exemple d'une force ayant réussi à reprendre un territoire arabe sous contrôle israélien.

Mais si les violations du droit international par Israël ont autrefois renforcé la position du Hezbollah, ce n'est peut-être plus le cas aujourd'hui. Le groupe est gravement affaibli par cette guerre, et sa réputation au Liban est au plus bas. La crédibilité qu'il avait acquise après la libération de 2000 s'est érodée au cours des 26 dernières années en raison de ses propres actions,

tant au Liban qu'en Syrie.

En 2008, à la suite de la tentative de l'État libanais de démanteler le réseau de télécommunications du Hezbollah, le groupe [a pris les armes](#) contre d'autres groupes libanais. Entre 2012 et la chute du régime d'Assad en 2024, ses combattants [sont également intervenus au nom](#) du dictateur en Syrie et le groupe [a été accusé](#), comme on pouvait s'y attendre, d'avoir fait déborder la guerre civile syrienne sur le territoire libanais.

En 2019, le Hezbollah [a envoyé ses partisans](#), parfois armés, pour [réprimer](#) le plus grand soulèvement antigouvernemental de l'histoire récente. Sans parler de la douzaine de citoyens libanais qui ont été tués depuis 2005 pour leur opposition ouverte au Hezbollah ou au régime d'Assad, dont le dernier en date est le militant politique et journaliste [Lokman Slim](#) en 2021.

Aujourd'hui, alors que les attaques israéliennes continuent de dévaster le pays, le Hezbollah [intensifie](#) ses manœuvres d'intimidation et de censure, sans doute en raison de la crainte accrue du groupe face à une infiltration depuis les [attaques israéliennes par bipeur en septembre 2024](#). Des amis journalistes nous ont informé que dans la couverture médiatique de la Dahiyeh, une banlieue sud de Beyrouth où le Hezbollah est actif, le groupe tente d'exercer un contrôle sur le site.

C'est ce qui ressort d'une récente [interview](#) réalisée : debout devant ce qui était autrefois son appartement, un homme explique à une journaliste qu'il n'a plus rien après les frappes israéliennes ont détruit son domicile. Puis il s'interrompt soudainement, visiblement secoué après avoir aperçu quelqu'un hors champ. La journaliste, ayant clairement compris ce qui se passait, remercie l'homme, se tourne vers la caméra et explique à son public qu'ils doivent arrêter de filmer.

Plusieurs incidents similaires se sont produits pendant le « cessez-le-feu », reflétant la paranoïa croissante du Hezbollah, en particulier à la Dahiyeh où Israël a développé pour la première fois sa doctrine tristement célèbre consistant à détruire les infrastructures civiles pour tenter de monter les citoyens libanais contre le Hezbollah.

Il se pourrait bien que la machine de guerre israélienne, combinée à l'impopularité du Hezbollah, finisse par être trop lourde à supporter pour le groupe. Cela dépendra probablement de nombreux facteurs, dont le degré d'engagement de l'Iran à protéger le Hezbollah, compte tenu du fait que le pays est parvenu jusqu'à présent à résister à l'agression américano-israélienne. Cela dépendra également de la possibilité offerte au Hezbollah de se retirer de la scène politique libanaise, compte tenu du statut du groupe en tant que parti politique faisant partie intégrante du système sectaire libanais ; le gouvernement libanais a répété à plusieurs reprises que seule la branche armée du Hezbollah devait être démantelée, et non le Hezbollah lui-même.

Mais des changements plus fondamentaux, tels que le démantèlement de la branche civile du groupe, pourraient entraîner un risque réel de guerre civile au Liban. C'est peut-être là l'issue que certaines personnalités israéliennes préféreraient, mais cela constituerait une menace encore plus existentielle pour l'avenir du pays que la précédente.

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : [+972 Magazine](#)

date crÃ©e
2026/04/27